

# GHT de la Haute-Saône

## Règlement de la Consultation

**Pouvoir adjudicateur :**

Groupe Hospitalier de la Haute-Saône – 2, rue Heymès BP 409 – 70014 VESOUL

**Objet du marché :**

**LOCATION - MAINTENANCE DE FONTAINES A EAU REFRIGEREE PLATE ET GAZEUSE**

**Procédure n° 25.22**

**Marché passé en application du Code de la Commande Publique**

Marché de services passé selon une procédure adaptée (MAPA)  
Articles R 2123-1, R 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique

**Date limite de réception des offres :**

**Le 11 juillet 2025 à 12h00**

**REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE**

Les candidats devront adresser leurs demandes de renseignements complémentaires via la  
plateforme dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr>

*Le présent document comprend 17 pages.*

# SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I – ACHETEUR PUBLIC .....</b>	<b>3</b>
ARTICLE 1. TYPE D’ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 2. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L’ACHETEUR PUBLIC .....	3
ARTICLE 3. REFERENTS DU DOSSIER .....	3
 <b>CHAPITRE II – PRESENTATION DE LA CONSULTATION .....</b>	 <b>4</b>
ARTICLE 4. OBJET DE LA CONSULTATION .....	4
ARTICLE 5. DESCRIPTION DU MARCHÉ .....	4
ARTICLE 6. DUREE DU MARCHÉ ET RECONDUCTION .....	7
 <b>CHAPITRE III – PROCEDURE.....</b>	 <b>7</b>
ARTICLE 7. TYPE DE PROCEDURE .....	7
ARTICLE 8. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	8
 <b>CHAPITRE IV – MODALITES DE PARTICIPATION .....</b>	 <b>8</b>
ARTICLE 9. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	8
ARTICLE 10. OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	8
ARTICLE 11. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	8
ARTICLE 12. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION ENTREPRISE.....	8
ARTICLE 13. CONDITIONS RELATIVES AUX MARCHES.....	9
ARTICLE 14. CONTENU DU PLI .....	9
 <b>CHAPITRE V – REMISE DES OFFRES .....</b>	 <b>10</b>
ARTICLE 15. DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES .....	10
ARTICLE 16. MODE DE TRANSMISSION DES OFFRES.....	10
ARTICLE 17. REMISE D’UNE OFFRE .....	11
 <b>CHAPITRE VI –JUGEMENT DES OFFRES.....</b>	 <b>12</b>
ARTICLE 18. EXAMEN DE LA CANDIDATURE .....	12
ARTICLE 19. ANALYSE DES OFFRES.....	12
ARTICLE 20. NEGOCIATION DES OFFRES.....	13
ARTICLE 21. ATTRIBUTION.....	13
ARTICLE 22. SIGNATURE ET NOTIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC .....	14
 <b>CHAPITRE VII – AUTRES RENSEIGNEMENTS.....</b>	 <b>14</b>
ARTICLE 23. DEMANDE DE RENSEIGNEMENT .....	14
ARTICLE 24. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE .....	14

## Chapitre I – Acheteur Public

### Article 1. Type d'acheteur public

---

Etablissement public de santé.

### Article 2. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

---

Nom du pouvoir adjudicateur : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône (GH70)  
Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame Alexandrine KIENTZY-LALUC  
Directrice du Groupe Hospitalier de la Haute-Saône  
Adresse : 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex  
Adresse internet : <http://www.gh70.fr>  
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

### Article 3. Référents du dossier

---

Référent administratif du dossier : Monsieur Ahmed Benchiheb  
Responsable de la Cellule des Marchés Publics  
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône  
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques  
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

---

Référent technique du dossier : Monsieur Gabriel CORNU  
Directeur adjoint à la Direction des Ressources  
Economiques, Logistiques et Techniques  
Madame Christelle FEBVAY-LEPAUL  
Stagiaire Groupe Hospitalier de la Haute- Saône  
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône  
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques  
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

## Chapitre II – Présentation de la consultation

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, établissement support du GHT de la Haute-Saône, ci-après dénommé « Pouvoir Adjudicateur », assure la « fonction achat » pour le compte des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier de Haute-Saône (1 CH, 3 hôpitaux de proximité et 13 EHPAD)
- EHPAD Villa Saint Joseph - Site de Scey-sur-Saône (établissement parti) ;
- EHPAD Jean Michel - Site de Saulx (établissement parti) ;
- EHPAD Alfred Dornier - Site Dampierre-Sur-Salon (établissement associé).

### Article 4. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la **location et la maintenance**, incluant la réalisation des analyses bactériologiques de l'eau, de **fontaines à eau réfrigérée plate et gazeuse** au profit du GH 70 et à destination de ses patients et résidents.

Tous les sites du GH 70 seront concernés par ce marché :

- Centre hospitalier de Vesoul : 2, rue René Heymès - BP 409 - 70014 Vesoul Cedex,
- Hôpital de proximité de Gray : 5, rue de l'Arsenal – 70 100 Gray,
- Hôpital de proximité de Lure : 37, Avenue Carnot - 70200 Lure,
- Hôpital de proximité de Luxeuil-les-Bains : 12, Rue de Grammont - 70300 Luxeuil-les-Bains,
- EHPAD de Saint-Loup-sur-Semouse : 20, Avenue Jacques Parisot - 70800 Saint-Loup-sur-Semouse,
- EHPAD Château-Grammont : 12, Rue de Grammont - 70300 Luxeuil-les-Bains,
- EHPAD La Source : 12, Rue de Grammont - 70300 Luxeuil-les-Bains,
- EHPAD Mont-Châtel : 37, Avenue Carnot - 70200 Lure,
- EHPAD Marie Richard : 37, Avenue Carnot - 70200 Lure,
- EHPAD La Lizaine : 1, Rue Edgar Faure, 70400 Héricourt,
- EHPAD Griboulard : 441, Rue du 13 Septembre 1944 - 70110 Villersexel,
- EHPAD Les Horizons : 4, Rue de la Demie - 70000 Neurey-lès-la-Demie,
- EHPAD Le Verger : 90, Grande Rue - 70700 Gy,
- EHPAD Saint-Hilaire : 6, Rue des Capucins - 70140 Pesmes,
- EHPAD L'Hôtel Dieu : 87, Grande Rue - 70100 Gray,
- EHPAD Les Capucins : 1, Rue du Faubourg des Capucins - 70100 Gray,
- EHPAD Les Lavières : Rue des Boicheux - 70600 Champlitte.

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être amenée à évoluer en cours de marché.

### Article 5. Description du marché

#### 5.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>	Prestations intellectuelles : <input type="checkbox"/>
--	--	--	--

## 5.2. Forme du marché

Cette consultation est instruite sous la forme d'une procédure adaptée selon les articles R2123-1 ; R2123-4 ; R2123-5 du Code de la commande publique.

Le marché est un :

- Accord cadre à « bons de commande »  
Avec **un minimum<sup>(1)</sup>** en valeur ou quantité  
Avec **un maximum<sup>(2)</sup>** en valeur de 190 000€  
☒ Mono-attributaire  
☐ Multi-attributaires
  - Marché à tranches
  - Marché réservé
  - Concession
- |   |   |
|---|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non            |
| <input type="checkbox"/> Oui            | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non            |
| <input type="checkbox"/> Oui            | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| <input type="checkbox"/> Oui            | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| <input type="checkbox"/> Oui            | <input checked="" type="checkbox"/> Non |

## 5.3. Allotissement

Marché alloti : ☐ Oui ☒ Non

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Les prestations donneront lieu à un marché unique. Conformément à l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, l'acheteur peut décider de ne pas alloter un marché lorsque la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

En l'espèce, les besoins de l'acheteur peuvent être satisfaits de manière plus pertinente d'un point de vue technique dans le cadre d'un lot unique.

## 5.4. Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)

Code CPV	Description
39370000	Installations de distribution d'eau
5053000-9	Services de réparation et d'entretien de machines

## 5.5. Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

- Variantes obligatoires demandées ☐ Oui ☒ Non
- PSE demandées ☐ Oui ☒ Non

Le présent marché ne prévoit pas de variante ou de PSE.

## 5.6. Etendue du marché

### Quantités prévisionnelles

Les quantités prévisionnelles annuelles sont indiquées dans le CCTP. Elles sont données à titre indicatif et peuvent varier dans une fourchette de +/- 50%.

Site	Nombre de fontaines
CH de Vesoul	3
Hôpital de proximité de Gray	2
Hôpital de proximité de Lure	1
Hôpital de proximité de Luxeuil-les-Bains	2
EHPAD de Saint-Loup-sur-Semouse	2
EHPAD Château-Grammont - Luxeuil-les-Bains	1
EHPAD La Source - Luxeuil-les-Bains	5
EHPAD Mont-Châtel - Lure	3
EHPAD Marie Richard - Lure	2
EHPAD La Lizaine - Héricourt	3
EHPAD Griboulard - Villersexel	2
EHPAD Les Horizons - Neurey-lès-la-Demie	4
EHPAD Le Verger - Gy	1
EHPAD Saint-Hilaire - Pesmes	1
EHPAD L'Hôtel Dieu - Gray	3
EHPAD Les Capucins - Gray	3
EHPAD Les Lavières - Champlitte	1
<b>Total</b>	<b>39</b>

Le montant pour l'ensemble des prestations à réaliser est estimé à **46 800€ HT par an**.

L'estimation est donnée à titre indicatif et n'engage pas le GH70. Elle permet au candidat d'apprécier le volume d'achat de la consultation pour une année.

### 5.7. Groupement d'entreprise

Les groupements entre plusieurs candidats sont autorisés :

- Soit un groupement solidaire
- **Soit un groupement conjoint.**

Le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement habilité par les autres membres du groupement. Chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois :

En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements

☒ Oui ☐ Non

En qualité de membres de plusieurs groupements.

☒ Oui ☐ Non

Afin d'assurer la bonne exécution du marché, le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône se réserve le droit de transformer un groupement conjoint en groupement solidaire à la signature du marché.

Conformément aux articles R. 2142-25 et R. 2342-12 du CCP l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale, il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

Le prestataire, qu'il soit unique ou en groupement, devra réunir les compétences pluridisciplinaires en lien avec l'objet du marché.

## 5.8. Sous-traitance

Le candidat peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations en application de l'article L 2193-3 du CCP.

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

## Article 6. Durée du marché et reconduction

---

L'article L211-5 du Code de la commande publique définit le régime de la durée des marchés publics.

L'accord-cadre s'exécutera à compter du **1<sup>er</sup> septembre 2025 pour une période ferme de 24 mois**, soit jusqu'au **31 août 2027** inclus.

En application de l'article R2112-4 du Code de la commande publique, le marché pourra être **reconduit deux fois par période de 12 mois**.

La reconduction se fera de manière tacite. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

La durée totale du marché ne pourra ainsi excéder le **31 août 2029**.

En cas de non reconduction, le titulaire en sera averti au plus tard **deux mois** avant la fin du marché. Dans ce cas, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

La non-reconduction du marché par le GH70 ne peut ouvrir droit à indemnité au profit du titulaire.

Les commandes émises avant la date d'échéance du marché demeurent exécutables jusqu'au dernier jour du marché.

## Chapitre III - Procédure

## Article 7. Type de procédure

---

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée sous la forme d'accords-cadres avec « bons de commande » sans minimum et avec un maximum en valeur de **190 000€ H.T.** pour 4 ans conformément aux articles R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du code de la commande publique.

## Article 8. Délai de validité des offres

---

Le délai de validité des offres est de **120 jours** à compter de la date limite de réception de celles-ci.

## Chapitre IV – Modalités de participation

## Article 9. Composition du dossier de consultation

---

Le dossier de consultation est constitué des éléments suivants :

- **Le présent Règlement de la consultation ;**
- **L'Acte d'Engagement (ATTRI1) ;**
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°25/22 ;**
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°25/22**
- **La fiche contact à compléter par les candidats ;**
- **Les formulaires DC1 et DC2.**

## Article 10. Obtention du dossier de consultation

---

Conformément à l'article R2132-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique. Les modalités d'obtention sont expliquées dans l'annexe jointe au dossier.

En cas de retrait anonyme, ou de dossier obtenu via une agence de veille, les candidats sont invités à s'authentifier sur notre plateforme et à indiquer une adresse mail permettant de façon certaine une correspondance électronique pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications de ce dossier.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique.

En cas de difficulté, le support technique de la plateforme est accessible via un formulaire en ligne, un guide utilisateur est également disponible.

## Article 11. Protection des données à caractère personnel

---

Les modalités de protection des données à caractère personnel sont expliquées dans l'annexe au présent document.

## Article 12. Modification du Dossier de Consultation Entreprise

---

Le GH70 se réserve le droit d'apporter au plus tard **6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de la consultation.**

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Le GHT de la Haute-Saône souhaite attirer l'attention des candidats sur le fait que l'identification permet à ces derniers d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement



apportées au dossier de consultation. À défaut d'identification, il appartiendra aux candidats de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidature et/ou d'offre).

### Article 13. Conditions relatives aux marchés

---

#### 13.1. Langue devant seule être utilisée dans l'offre et la candidature

Seul le **français** devra être utilisé dans les documents de la candidature et de l'offre.

#### 13.2. Monnaie du marché

La monnaie de compte du marché est l'**EURO**.

### Article 14. Contenu du pli

---

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Conformément aux articles R2142-1 et -2 et -5 à -14 ; R2142-3 et -4 ; R2143-3 et -16 ; R2143-4 et -16 ; R2143-11 et -12 et -16 ; R2143-5 et -6 à -10 et -15 du Code de la commande publique, chaque candidat aura à produire **un dossier complet comprenant les pièces suivantes :**

	Pièces du dossier
1	<p>Une lettre de candidature et, le cas échéant, la désignation du mandataire par ses cotraitants (<b>imprimé DC1</b>) dûment complétée ainsi que les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat.</p> <p>Dans le cas d'un groupement, les entreprises remplissent un DC1 unique (fourni dans le DCE) mais chaque membre du groupement le signe.</p> <p>Les candidats ont la possibilité de répondre via le DUME (Document Unique de Marché Européen)</p> <p>Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées pour engager le candidat La copie du (des) jugement(s) prononcé(s) si le candidat est en redressement judiciaire</p>
2	<p>Une déclaration du candidat (<b>imprimé DC2</b>) dûment complétée et accompagnée, des renseignements ou documents permettant d'évaluer :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) les capacités économiques et financières</li><li>b) les capacités techniques</li><li>c) les capacités professionnelles</li></ul> <p>Dans le cas d'un groupement d'entreprises, ces documents devront être fournis par chaque membre du groupement.</p>

	Pièces du dossier
3	<p>Un projet de marché comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>L'acte d'engagement (imprimé ATTR11)</b> conforme au modèle mis à disposition par l'établissement, complété. En signant ce document le candidat atteste avoir pris connaissance des documents de la consultation et les accepter sans réserve, sauf précisions nécessaires à la bonne exécution de la prestation.</li> <li>- <b>L'offre commerciale du candidat.</b></li> <li>- <b>Mémoire technique</b> dûment complété selon le cadre obligatoire et les justificatifs nécessaires. <b>A noter que le mémoire technique est à compléter impérativement sous peine de rejet de l'offre.</b></li> <li>- <b>La fiche contact</b> dûment complétée</li> <li>- <b>Les CCAP et CCTP sont à accepter sans aucune modification.</b></li> </ul>
4	<p>Le soumissionnaire joint à son offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les « <b>Fiches techniques</b> » / fiches de sécurité</li> <li>- Tous les <b>certificats, attestations, écolabels et autres</b> que le titulaire aura mentionnés dans son mémoire technique.</li> <li>- <b>L'attestation d'assurance de responsabilité civile et professionnelle</b> en cours de validité.</li> </ul>

## Chapitre V – Remise des offres

### Article 15. Date et heure limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est le :

**11 juillet 2025 à 12 heures, délai de rigueur**

Les offres ne peuvent plus être modifiées à partir de la date limite de réception des offres.

Les offres réceptionnées après l'expiration du délai seront déclarées irrégulières et ne seront pas analysées.

Un courrier d'information sera envoyé au(x) candidat(s) concerné(s).

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres (R.2151-6 à R.2151-7 du code de la commande publique).

### Article 16. Mode de transmission des offres

Les offres seront transmises par **VOIE DÉMATÉRIALISÉE** comme expliqué dans l'annexe relative à la dématérialisation jointe au présent règlement de la consultation, sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les dossiers comprennent les documents relatifs à la candidature et à l'offre, indiqués dans le tableau de l'article 13 du présent règlement de consultation.

## Article 17. Remise d'une offre

---

### 17.1. Remise d'une copie de sauvegarde

L'envoi d'une copie de sauvegarde est autorisé, voire même fortement conseillé.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « **Confidentiel – OBJET DU MARCHE – Ne pas ouvrir** » et l'identification du soumissionnaire et envoyée à l'adresse suivante :

**Groupe Hospitalier de Haute-Saône**  
**Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques – cellule des marchés publics**  
**2 rue René Heymès**  
**70014 VESOUL**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'a pas pu être ouverte par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, sous réserve que la copie lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône.

### 17.2. Documents disponibles via un espace de stockage numérique

Conformément à l'article R2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

### 17.3. Dispositif « Dites-le nous une fois »

Le GH70 s'engage dans une volonté de simplifier la communication des documents administratifs par les entreprises.

Pour cela, et conformément à l'article R2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements déjà transmis au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Il est, dans ce cadre, demandé aux candidats d'indiquer au GH70, les références précises de la consultation au cours de laquelle ces renseignements et documents ont été fournis, ainsi que le service du GH70 auquel ont été transmis ces éléments. La consultation au cours de laquelle les documents en question auront été remis devra avoir une antériorité d'une année maximum.

Les renseignements et documents auxquels renvoient les candidats devront avoir été fournis dans le cadre de candidature à des marchés relatifs à des prestations de même nature et pour lesquels des niveaux de capacités identiques étaient demandés, sous peine de voir leur candidature déclarée irrecevable.

#### 17.4. Précisions ou corrections

**Le pouvoir adjudicateur pourra demander des clarifications, précisions ou compléments concernant les candidatures et les offres déposées.** Cependant, ces précisions, clarifications ou compléments ne peuvent avoir pour effet de modifier des éléments fondamentaux de l'offre ou des caractéristiques essentielles du marché.

Conformément aux articles R2152-1 et -2 du Code de la commande publique, l'acheteur vérifie que les offres qui n'ont pas été éliminées en application de l'article R2143-2 sont régulières, acceptables et appropriées. Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables seront éliminées. Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition que cette régularisation n'entraîne pas de modification substantielle des offres initiales.

## Chapitre VI – Jugement des offres

### Article 18. Examen de la candidature

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent règlement de la consultation.

Si le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône constate que des pièces, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

En application de l'article R. 2144-1 et suivants du CCP, la vérification des conditions de participation sera effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

Lors de cette vérification, des candidatures peuvent être déclarées irrecevables et être éliminées :

- Si le dossier de candidature est incomplet et si l'acheteur ne met pas en œuvre la faculté d'en demander la régularisation,
- Si le candidat fournit des informations démontrant qu'il n'atteint pas les niveaux minimaux fixés.

Les candidats non retenus en sont informés conformément aux articles R.2181-1 à 2181-4 du code nommé ci-dessus.

### Article 19. Analyse des offres

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, le GH70 pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Le GH70 se réserve le droit de déclarer tout ou partie de la consultation sans suite. Dans ce cas, le candidat ne pourra engager de recours indemnitaire.

L'analyse des offres sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 et suivants et R. 2152-6 du Code de la commande publique.

Les offres des opérateurs économiques sont analysées au regard des documents relatifs à l'offre et par application des critères de jugement mentionnés ci-dessous.

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-après avec leur pondération.

Détail des critères	Pondération
<b>Critère prix :</b> Le critère prix est apprécié sur la base <ul style="list-style-type: none"> <li>- Du coût annuel de la location, de la maintenance préventive, de la maintenance curative, des analyses de l'eau,</li> <li>- Des coûts unitaires des consommables (bouteilles de gaz ...),</li> <li>- Du coût des analyses de l'eau supplémentaires réalisées à la demande du GH70.</li> </ul>	<b>50%</b>  35%  10%  5%
<b>Critère technique :</b> Le critère technique est apprécié sur la base du mémoire technique transmis par les candidats et à l'aulne des spécificités techniques demandées dans le CCTP, toute offre dépassant les exigences minimums étant valorisée. <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Performance technique des fontaines</b> (Débit, qualité de l'eau gazeuse, technique de filtration, système de protection contre la rétro-contamination, garantie du respect des critères de potabilité, système antifuites, capacité de production des bouteilles de gaz, système de réglage de la température de sortie d'eau, qualités du revêtement, système de commande, encombrement au sol, hauteur maximale des contenants)</li> <li>- <b>Procédure et organisation des maintenances et entretiens</b></li> <li>- <b>Formation des utilisateurs, délais d'intervention</b></li> </ul>	<b>40%</b>  20%  15%  5%
<b>Critère environnemental :</b> Le critère environnemental sera notamment apprécié sur la base des informations transmises par le candidat au sein du mémoire technique. (Consommation énergétique, matériaux durables, gestion des consommables ...)	<b>10%</b>

Les notes seront arrondies à deux décimales.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

**L'attribution de la note prix sera réalisée au regard de la formule suivante :**

Prix global le plus bas acceptable

\_\_\_\_\_ X Pondération = **Note prix**

Prix global du fournisseur à juger

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## Article 20. Négociation des offres

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône se réserve la possibilité de négocier avec les 3 candidats les mieux classés. Les offres irrégulières et inacceptables peuvent devenir régulières et acceptables à l'issue de la négociation. La négociation pourra porter sur l'ensemble de l'offre technique et financière des candidats.

## Article 21. Attribution

Le représentant du Groupe Hospitalier de la Haute-Saône choisira l'offre qu'il jugera économiquement la plus avantageuse en application des critères d'attribution précédemment indiqués. Les offres recevables seront alors classées par ordre décroissant en fonction des notes obtenues.

Le candidat dont l'offre n'a pas été retenue sera informé par courriel via la plateforme PLACE.

Le candidat attributaire sera informé par réception des documents contractuels signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 5 jours à compter de la réception du Noti1 l'informant qu'il est retenu, les documents sollicités

**Ces documents pourront néanmoins être déjà produits au stade du dépôt de la candidature.**

En outre, le titulaire devra produire sous peine de résiliation de l'accord-cadre à ses torts, les pièces prévues aux articles D. 8222-5, D.8222-8 du Code du Travail tous les six mois et ce jusqu'à la fin d'exécution du marché.

Si le candidat ne peut produire ces certificats dans le délai ci-dessus, son offre est rejetée. La même demande sera présentée au candidat suivant dans le classement des offres (articles R2143-6 à -12 du Code de la commande publique).

**Il est rappelé aux candidats que les fraudes et tentatives de fraude sont passibles de sanctions pénales dans les conditions prévues aux articles 313-1, 313-3, 433-19 et 441-7 du code pénal et peuvent conduire au retrait de l'offre.**

## **Article 22. Signature et notification du marché public**

---

Un **délai minimal de 7 jours** est respecté entre la date d'envoi de la notification prévue aux articles R.2181-1 et R.2181-3 du code de la commande publique et la date de signature du marché public par l'acheteur.

## **Chapitre VII – Autres renseignements**

## **Article 23. Demande de renseignement**

---

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront formuler leur(s) demande(s) au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Ces demandes seront à déposer sur le profil acheteur mentionné à l'article 2 du présent document. Une réponse sera alors publiée sur ce même support.

## **Article 24. Compétence juridictionnelle**

---

L'instance chargée des procédures de recours ainsi que le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

**Tribunal Administratif de Besançon,**  
30 Rue Charles Nodier,  
25000 BESANCON  
Tel 03.81.82.60.00  
Fax : 03.81.82.60.01  
Mail: [greffe.ta-besancon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-besancon@juradm.fr)

L'Organe chargé des procédures de médiation est :

**Le Comité consultatif interrégional du règlement amiable des litiges**

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

1, rue du Préfet Claude Erignac,

54038 Nancy Cedex

Tel : 03-83-34-25-23

Fax : 03-83-34-22-24

**Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :**

- Référé précontractuel : depuis le début la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 et suivants du code de justice administrative) ;
- Référés contractuels : après la signature du contrat dans un délai de 31 jours à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée (article L551-13 et suivants du code de justice administrative) ;
- Recours en contestation de validité exercé par tout tiers ou concurrent évincé, introduit dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment la publication d'un avis d'attribution.

Le cas échéant, ce recours pourra être assorti d'un référé-suspension (article L521-1 du code de justice administrative).